

L'usine Ford à Blanquefort ferme ses portes

Lundi 30 septembre 2019 à 17:07 -

Par [Camille Huppenoire](#), [France Bleu Gironde](#), [France Bleu](#)

Les derniers salariés de Ford Blanquefort quittent l'usine. Ce mardi 1er octobre, ils sont officiellement licenciés. Pour les syndicats en revanche, la bataille, notamment judiciaire, n'est pas finie.



L'entrée de l'usine Ford, à Blanquefort © Radio France - Pierre-Marie Gros

[Bordeaux, France](#)

La production était arrêtée depuis juillet, les lettres de licenciement ont commencé à arriver dès le début de ce mois de septembre. Mais **c'est bien la date du 1er octobre** qui est indiquée sur les notifications de licenciement. Ce lundi soir, l'usine Ford Blanquefort ferme définitivement ses portes. Une date symbolique qui cache une procédure bien plus longue. **La fermeture de l'usine devrait se dérouler sur près d'une année.** Toutes les machines n'ont pas encore été enlevées. Les salariés de l'administration ont encore accès aux bureaux. **Le terrain, lui, doit être dépollué** par Ford dans les cinq ans à venir.

À qui reviendra le terrain ?

Une partie du terrain, qui ne comprend aucun bâtiment, devrait pouvoir être rapidement récupérée sans nécessité de dépollution. Mais **la réimplantation d'un site industriel ne fait pas consensus** entre la Métropole et la Région. D'autant plus que la majeure partie du site est pour le moment inutilisable : **Ford doit dépolluer près de 50 hectares d'ici le 1er janvier 2025**, date à laquelle le terrain pourra être vendu. Il n'y a aucune garantie qu'il soit cédé aux pouvoirs publics, soulignent les syndicats. Des acquéreurs privés pourraient se manifester.

La bataille n'est pas finie, préviennent les syndicats

Les syndicats dénoncent l'accord signé avec Ford par Bordeaux Métropole et la mairie de Blanquefort pour récupérer la partie du site vierge de bâtiments. **Les collectivités s'engagent par ce texte à ne pas demander le remboursement des aides publiques** perçues par Ford, environ 20 millions d'euros. Pour être validé, cet accord doit être signé par la Région et le Conseil départemental, probablement les 7 et 14 octobre.

Joint par France Bleu Gironde, Philippe Poutou (CGT Ford) prévient : "*On va attaquer de partout.*" La CGT de Ford a déjà décidé de se pourvoir en cassation après le refus de la cour d'appel de Bordeaux d'annuler le plan social touchant les 872 salariés. Philippe Poutou évoque également les prud'hommes et **la possibilité de porter à nouveau plainte, mais contre l'État français**, pour abandon.



Philippe Poutou délégué CGT de Ford à Blanquefort © Radio France - Stéphanie Brossard